

Noam Chomsky *Les intellectuels et l'Etat \**

\*Ce texte de 1977 (traduction de 1984 revue) répond à deux questions: pourquoi les opprimés votent-ils pour leurs exploités? Et Chomsky montre que l'opium de la propagande des médias, de la culture officielle dans tous les Etats des pays dits civilisés a pour but de réduire le sens critique, l'analyse, l'usage du cerveau. Quelles libertés avons-nous dans ces pays? Dès que nous commençons à contester, les pressions se multiplient pour nous isoler, terroriser ou idiotiser. Tous ensemble en 1995, en Guadeloupe en 2009, nous pouvons avancer. Frank Mintz mars 2009.

Il y a deux questions essentielles que je voudrais poser dans les remarques qui suivent, la première est abstraite, la seconde est plus d'actualité.

J'aimerais d'abord faire porter la discussion sur le rôle que les intellectuels ont souvent tendance à jouer dans la société industrielle moderne. Ce sujet existe au moins depuis l'affaire Dreyfus, lorsque le terme " intellectuel " est entré dans l'usage courant pour désigner un groupe d'intellectuels engagés prenant nettement position à propos d'une affaire judiciaire. Dans ce contexte je veux également commenter l'engagement des intellectuels américains dans la bataille idéologique de la première guerre mondiale. A cette époque un groupe important d'intellectuels libéraux, parmi lesquels John Dewey, Walter Lippmann et d'autres, se désignaient eux-mêmes comme une nouvelle classe, se proposèrent pour la première fois d'appliquer l'intelligence à un but politique national.

Je désire maintenant revenir sur certaines contributions actuelles de la " nouvelle classe ", en particulier comment elles ont permis la création d'un cadre moral et idéologique qui s'adaptera aux tâches de l'Etat américain dans " l'ère de l'après-Viet-Nam ". J'essayerai de montrer que certains des traits assez frappants de l'idéologie contemporaine peuvent être compris selon les termes suggérés par une discussion préliminaire plus générale.

Avant de continuer je désirerais faire plusieurs remarques. Dans la seconde partie de cette conférence, je me limiterai surtout aux Etats-Unis, parce que c'est ce que je connais le mieux, et également à cause de l'influence prédominante qu'ils exercent sur les rapports internationaux depuis la seconde guerre mondiale. Mais une bonne partie de ce que je dois dire s'applique directement, à mon avis, à d'autres démocraties industrielles. De plus, vu que nous sommes limités par le temps, je vais omettre de nombreuses nuances importantes de cet ensemble complexe, en établissant des lignes de force et en essayant d'isoler des " cas idéaux " qui puissent servir à mettre en ordre plus facilement notre compréhension des phénomènes complexes, en suivant d'assez près ce qu'on fait, par exemple, en sciences naturelles. En dépit des risques que comporte une telle tentative, elle est indispensable si nous voulons dépasser une sorte d'" histoire naturelle " pour arriver à une compréhension de ce qu'il y a au-delà d'une série confuse d'événements, d'actes et de déclarations. Enfin, je devrai renoncer, à contre cœur, à la documentation certainement nécessaire pour démontrer les cas que je ne ferai qu'effleurer. J'ai tenté de les étudier par ailleurs dans des livres et des articles.

Quels sont les rôles typiques de l'intelligentsia dans la société industrielle moderne? Il y a une analyse classique de cette question dans les œuvres de Bakounine du siècle dernier. Il est sans doute le premier à suggérer le concept de " nouvelle classe " en se référant aux futurs contrôleurs des connaissances techniques. Dans une série d'analyses et de prédictions qu'on peut classer parmi les plus remarquables dans le domaine des sciences sociales, Bakounine soulignait que la nouvelle classe tenterait de faire de son accès au savoir un pouvoir sur la vie économique et sociale. Elle essaierait de créer

*" Le règne de l'intelligence scientifique, le plus aristocratique, le plus despotique, le plus arrogant et le plus méprisant de tous les régimes. Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité*

*dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante. Et alors gare à la masse des ignorants !*”<sup>1</sup>.

Encore qu'il fût lui-même un socialiste passionnément engagé, Bakounine n'épargna pas le mouvement socialiste de la force de sa critique : *“l'organisation et le gouvernement de la société nouvelle par les socialistes savants, le pire de tous les gouvernements despotiques.”*<sup>2</sup>. Les dirigeants du parti communiste s'efforceront de *“l'affranchir [le peuple] à leur manière” en concentrant tout le pouvoir administratif “ parce que le peuple ignorant a besoin d'une bonne tutelle [...] la masse du peuple sera [...] sous le commandement direct des ingénieurs de l'État qui formeront une nouvelle caste politico savante privilégiée.*”<sup>3</sup> “En réalité ce serait pour le prolétariat un régime de caserne”<sup>4</sup> sous le contrôle d'une bureaucratie rouge. Mais c'est sûrement une *“ hérésie contre le sens commun et contre l'expérience historique ”* de *“ prétendre qu'un groupe d'individus même les plus intelligents et les mieux intentionnés, seront capables de devenir la pensée, l'âme, la volonté dirigeante et unificatrice du mouvement révolutionnaire et de l'organisation économique du prolétariat de tous les pays ”*<sup>5</sup>. En fait la *“minorité de savants exprimant soi-disant la volonté du peuple”* gouvernera en tant que *“ pseudo représentation”* qui sert à cacher la domination des *“ masses populaires par poignée de privilégiés élus.*”<sup>6</sup>

Le capitalisme libéral tend également à une centralisation accrue de l'État, tandis que le *“ peuple souverain ”* sera soumis à *“ la minorité intellectuelle qui le gouverne, soi-disant le représente et l'exploite infailliblement.*”<sup>7</sup> *“ Le peuple n'aura pas la vie plus facile quand le bâton qui le frappera s'appellera populaire.*”<sup>8</sup> Dans ce système de gouvernement en évolution - Etat socialiste ou Etat capitaliste - les *“ habiles et les savants ”*<sup>9</sup> gagneront des privilèges alors que *“ la masse uniformisée des travailleurs et des travailleuses s'éveillerait, s'endormirait, travaillerait et vivrait au tambour.”*<sup>10</sup>

Un siècle plus tard, la nouvelle classe de Bakounine est devenue un trait caractéristique de la réalité. La centralisation de l'État s'est véritablement transformée en une société capitaliste, parallèle et en liaison étroite avec la centralisation de la propriété et du contrôle des institutions économiques qui forment la plupart des conditions essentielles de la vie sociale. Au début de ce siècle, il y avait encore aux États-Unis des liens importants entre d'un côté la propriété des compagnies et le contrôle, et de l'autre des programmes universitaires fondés sur la gestion technologique et industrielle, comme vient de le montrer l'étude de David Noble<sup>11</sup>. Et plus récemment, il y a eu un flux croissant d'intelligentsia technique dans les universités : le gouvernement, les fondations, les centres de gestion, les entreprises nationalisées importantes qui représentent les intérêts puissants du capitalisme corporatif. Et ce flux apparaît aussi en général dans les réseaux étroitement unis de la planification et du contrôle de la société. Les porte-parole de la nouvelle classe ne se lassent

<sup>1</sup> Les citations de Bakounine sont tirées de *Bakunin on anarchy* (New-York, Knopf, 1972) de Sam Dolgoff ; on peut également voir l'excellente sélection d'Arthur Lenning *Michael Bakounine, Selected Writings*, Jonathan Cape, 1973. Dans la mesure du possible, j'ai recherché l'original en français de Bakounine, comme ici *Ecrits contre Marx*, 1872, “ Oeuvres complètes ”, Champ Libre, III, p. 204 (NDT).

<sup>2</sup> *Idem, o. c.*

<sup>3</sup> *Etatisme et Anarchie*, 1873, “ Oeuvres complètes ”, Champ Libre, IV, p. 349.

<sup>4</sup> *Lettre à la Liberté*, 1872, “ Oeuvres complètes ”, Champ Libre, III.

<sup>5</sup> *Idem, o. c.*, p. 365.

<sup>6</sup> *Etatisme et Anarchie, o.c.*, p. 312.

<sup>7</sup> *Idem, o. c.*, p. 211.

<sup>8</sup> *Idem, o. c.*, p.219.

<sup>9</sup> *Lettre à la Liberté*, 1872, o. c.

<sup>10</sup> *Lettre à la Liberté*, 1872, o. c.

<sup>11</sup> David Noble *America by design*, New York, Knopf, 1977.

jamais de nous dire comment le peuple dirige tout, en occultant les véritables données du pouvoir. Les scientifiques, authentiques ou fictifs, sont responsables d'innombrables atrocités et de la légitimation de nombreuses autres, tout en se servant du bâton à corriger le peuple.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'exactitude de la vision bakouninienne de la bureaucratie rouge, qui a réussi à centraliser l'État en sa faveur, prenant le pouvoir en profitant de mouvements populaires qu'elle a démantelés et finalement détruits.

Je mentionnerais également les pénétrantes études du scientifique et marxiste hollandais Anton Pannekoek. Écrivant à la fin des années 30, puis sous l'occupation allemande, il a souligné “ *les idées sociales arrivant à maturation au sein de la classe intellectuelle, maintenant qu'elle s'aperçoit de son importance toujours accrue dans le processus de production, et dont la trame est une organisation rationnelle de la production, tournant sous la direction d'experts techniques et scientifiques.* ”<sup>12</sup> Cet idéal, soulignait-il, est partagé par l'intelligentsia des sociétés capitalistes et par les intellectuels communistes. Leur but est “ *d'amener au pouvoir, en utilisant les ouvriers comme force de combat, une couche de chefs qui pourront ensuite mettre sur pied, au moyen du pouvoir d'État, une production planifiée* ”<sup>13</sup> Ils avancent la théorie selon laquelle “ *la minorité énergique et douée prend la tête et la majorité incapable suit et obéit* ”<sup>14</sup>. Leur idéologie sociale naturelle est une version du socialisme d'État, “ *une idée de société reconstruite sur la base de la classe ouvrière, à la façon dont la classe moyenne la voit et la connaît sous le capitalisme* ”<sup>15</sup>, outil de production, soumise et incapable de décision rationnelle. Pour cette mentalité intellectuelle, “ *un système où les travailleurs eux-mêmes sont les maîtres et les dirigeants de leur travail [...] est identique à l'anarchie et au chaos.* ”<sup>16</sup>. Mais le socialisme d'État, conçu par les intellectuels, est un plan d'organisation sociale “ *entièrement différent d'une véritable possession par les producteurs de la production* ”<sup>17</sup>, le véritable socialisme, système dans lequel les travailleurs sont “ *maîtres des usines, de leur travail et de le faire à leur guise.* ”<sup>18</sup>.

L'apparition d'une nouvelle classe, l'intelligentsia scientifique, a été amplement discutée - mais d'un point de vue différent - par les observateurs occidentaux de la postindustrielle ”. Ainsi par exemple Daniel Bell croit que “ *l'ensemble du prestige et du statut social est issu des groupes d'intellectuels et de savants.* ”<sup>19</sup>. John Kenneth Galbraith considère que “ *le pouvoir dans la vie économique est passé progressivement des anciennes associations possédant la terre aux associations ayant des capitaux, et ensuite, plus récemment, à des ensembles de savoir et capacité qui incluent la technostrucure.* ”<sup>20</sup>. Tous deux ont exprimé de grands espoirs quant à la nouvelle “ *couche sociale cultivée ou scientifique* ”, la nouvelle classe de Bakounine, gouvernant au nom de la connaissance. Mais je dois souligner que Pannekoek n'avait pas conclu que puisque l'intelligentsia technique

<sup>12</sup> Anton Pannekoek *Lénine philosophe*, éd. Spartacus, p. 112, traduction revue.

<sup>13</sup> *Idem.*

<sup>14</sup> Anton Pannekoek *Les conseils ouvriers*, éd. Belibaste p. 74, éd. Spartacus, 1982, p. 82, traduction revue.

<sup>15</sup> *O.c.*, p. 97, *o.c.*, p. 71 ; traduction revue.

<sup>16</sup> *O.c.*, p. 102, *o.c.*, p. 75.

<sup>17</sup> *O.c.*, p. 96, *o.c.*, p. 70.

<sup>18</sup> *O.c.*, p. 100, *o.c.*, p. 73 ; traduction revue.

<sup>19</sup> Daniel Bell “Notes on the post-industrial society ” (I) dans *The public interest* (Winter 1967). Il poursuit : “*La domination dans la nouvelle société reposera, non sur les hommes d'affaires ou les groupements tels que nous les connaissons (car une bonne partie de la production sera devenue de la routine), mais sur des groupes de recherche, des laboratoires industriels, des centres expérimentaux et des universités. En fait le squelette de la nouvelle société est déjà visible.* ” Pour certains peut être, mais pas pour moi.

<sup>20</sup> John K. Galbraith *The new industrial state* Boston, HoughtonMifflin, 1967.

prend des décisions pour d'autres dans la démocratie capitaliste, elle a par voie de conséquence le pouvoir.

On peut, me semble-t-il, noter une sorte de convergence, à ce propos du moins, entre les sociétés prétendument socialistes et les sociétés capitalistes. Lénine proclamait en 1918 que “ *la soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique [...] La révolution exige aujourd'hui, dans l'intérêt du socialisme, que les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail [...] Il n'y a pas la moindre contradiction entre la démocratie soviétique (c'est-à-dire socialiste) et l'usage du pouvoir dictatorial par quelques personnes.* ”. Et deux ans plus tard Lénine disait : “ *Le passage à un travail pratique est lié à l'autorité individuelle. C'est le système qui, plus que tout autre, assure la meilleure utilisation des ressources humaines.* ”<sup>21</sup>.

Considérons, en comparaison, ce propos “ *Les prises de décisions vitales, en particulier dans le domaine politique, doivent l'être par le haut. Dieu - au contraire des opinions des communistes - est manifestement démocrate. Il distribue la faculté de penser universellement, mais Dieu attend de nous avec juste raison que nous fassions quelque chose d'efficace et constructif de ce don inestimable. Et c'est tout le secret de la gestion des affaires. Les moyens sont dans les capacités humaines, et la tâche fondamentale est d'affronter le changement. C'est la voie qui distribue rationnellement les mutations sociales, politiques, économiques et technologiques, tous les changements possibles, à travers la société. [...] Ce qui menace réellement la démocratie, ce n'est pas une direction trop forte, mais sa carence. Ne pas assez diriger la réalité, c'est ne pas rester libre. C'est simplement laisser des forces autres que la raison, modeler la réalité [...] Si la raison ne domine pas l'homme, alors l'homme manque de force.* ”.

En bref, la raison exige la soumission à une direction centralisée des affaires : voilà la vraie liberté, la démocratie réalisée. Mise à part la référence à Dieu, il serait difficile de dire si la citation est de Lénine ou de Robert Mc Namara - comme c'est effectivement le cas. Elle illustre à merveille “ la couche sociale cultivée et scientifique ” d'une démocratie étatique<sup>22</sup>.

La science a été mise aussi à contribution pour expliquer la nécessaire soumission à la domination du talent de ceux que Isaiah Berlin appelait “ le clergé séculier ”. Et en l'occurrence, Edward Thorndike, un des fondateurs de la psychologie expérimentale et fort influent dans l'enseignement américain, présentait solennellement en 1939 cette grande découverte “ *C'est un grand bonheur pour l'humanité qu'il y ait une corrélation positive importante entre l'intelligence et la moralité, et même un penchant de bonté envers les amis. En conséquence, nos supérieurs en habileté sont en général des bienfaiteurs pour nous, et il est souvent plus sûr que nous leur confions nos intérêts plutôt qu'à nous-mêmes. On ne peut attendre d'aucun groupe d'hommes qu'il agisse à 100 % pour le bien de l'humanité, mais ce groupe d'hommes les plus capables s'approchera au maximum de cet idéal.* ”<sup>23</sup>.

Auparavant, il avait expliqué que l’“ *argument en faveur de la démocratie n'est pas qu'elle donne le pouvoir à tous indifféremment, mais qu'elle accorde une plus grande liberté aux capacités et à la personnalité, afin d'obtenir plus de pouvoir, ce dont nous sommes constamment les témoins.* ”

<sup>21</sup> Maurice Brinton “ Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier 1917-1921 ”, numéro spécial de la revue *Autogestion et socialisme*, N° 24-25, p. 114 (traduction revue) et p. 146.

<sup>22</sup> Robert Mc Namara *The essence of security*, New York, Harper&Row, 1968.

<sup>23</sup> Cité par Clarence J. Karier, “ Testing for order and control in the corporate liberal state ” dans la revue *Educational Theory*, vol. 22, n°2 (Spring 1972). Pour l'usage du terme “ clergé séculier ” chez Berlin, voir “ The bent twig ” dans *Foreign Affairs* (octobre 1972). Le contexte suggère qu'il a à l'esprit surtout l'intelligentsia servile des sociétés étatiques socialistes, un emploi juste mais insuffisamment généralisé. [La fin de la note vient de *Towards a new Cold War*, 1982, p. 406]

Pensez à ce que cela signifie dans la démocratie capitaliste. Un ensemble de caractéristiques tend à renforcer la richesse et le pouvoir (car ce n'est pas un défaut d'avoir des parents riches), y compris le pouvoir politique, qui est étroitement lié au succès dans l'économie privée. Cette série de traits – une certaine combinaison d'avarice, de manque de considération pour les proches, l'énergie et la détermination, une sorte d'habileté, etc. - “ s'approche au maximum de l'idéal ”. La démocratie permet à des gens très doués d'arriver au pouvoir, ce qui est un bien, car ce sont nos bienfaiteurs, étant donné le rapport existant entre intelligence et moralité.

Supposez qu'on ajoute l'affirmation courante, qui est centrale dans de nombreuses théories économiques : les gens ne travaillent que pour une prime ; l'état naturel des êtres humains est de végéter. Il s'ensuit que le talent doit être récompensé pour le bien de tous, sans quoi les personnes douées et moralement bonnes (voir la corrélation précédente) ne s'efforceraient pas d'être nos bienfaitrices. Le message, pour la grande masse de la population, est direct: “ Vous êtes mieux en marge si vous êtes pauvres. Acceptez l'absence de pouvoir et la pauvreté pour votre bien. ” On peut voir l'importance de cette leçon, quand d'autres techniques de contrôle social échouent, par exemple, la promesse d'une croissance infinie, qui a longtemps servi à amener l'unanimité et l'obéissance.

Le clergé séculier a remarqué que la démocratie pose des problèmes pour appliquer la règle de la raison, selon laquelle chacun se soumet de bon gré à ses bienfaiteurs. Un de ces problèmes est qu'en démocratie, la voix du peuple est écoutée, Il faut donc trouver une façon d'assurer que la voix du peuple dise les mots qu'il faut. Le problème a été abordé dans un essai intéressant du spécialiste bien connu de la politique Harold Lasswell au début des années 30<sup>24</sup>. Il écrivait que l'essor de la démocratie - ou comme il l'exprime “ *le remplacement des cultes de simple obéissance par l'acceptation démocratique* ” - compliquait le problème d'aboutir à une action concertée, problème perçu très tôt par les “ commentateurs militaires ”. L'extension de la scolarité “ *n'avait pas libéré les masses de l'ignorance et de la superstition, mais elle en changeait la nature et obligeait à un développement d'une technique entièrement nouvelle, principalement au moyen de la propagande.* ”. Avec la montée de la démocratie “ *la propagande prend une place de premier choix en tant que moyen unique de mobiliser les masses, ce qui est moins coûteux que la violence, la corruption ou d'autres techniques possibles de contrôle.* ” La propagande, explique-t-il, “ *en tant que simple instrument n'est pas plus morale ou immorale qu'une pompe.* ”. Elle peut être employée pour le bien ou pour le mal. “ *La propagande va sûrement rester. Le monde moderne en dépend particulièrement pour la coordination des composants atomisés en moments de crise et pour la conduite d'opérations normales à grande échelle.* ”. Il est “ *certain que la propagande sera vue à l'avenir avec moins de réserve.* ”. Et il continue en soulignant que “ *la conception moderne de la direction sociale est profondément touchée par le point de vue de la propagande* ”. Afin de provoquer “ des actions concertées pour des buts publics. ”. L'aspect propagandiste respecte l'individu, mais :

“ *Ce respect pour les hommes au sein des masses s'appuie sur des idées dogmatiques selon lesquelles les hommes seraient les meilleurs juges de leurs intérêts. Le propagandiste moderne, comme le psychologue moderne, reconnaît que les hommes sont très souvent de mauvais juges de leurs propres intérêts [...]. Pour ce qui est des mesures qui ne demandent pas l'action des masses, la tâche du propagandiste est d'inventer des buts symboliques qui servent la double fonction d'en faciliter l'adoption et l'adaptation* ”.

La façon de diriger doit cultiver “ *la sensibilisation à la concentration sur des motifs qui sont implicites et susceptibles de mobiliser rapidement lorsque le symbole convenable est présenté* ”. Le propagandiste moderne “ *est capable et désireux d'appliquer les méthodes de*

<sup>24</sup> Harold D. Lasswell “ Propaganda ” dans *Encyclopedia of the Social Sciences*, Vol. 12 (New York, Macmillan, 1933).

*l'observation et de l'analyse scientifique aux processus sociaux* ” et de “ *diriger ses faisceaux créateurs vers des orientations guidées d'actions, puisqu'en créant des symboles, il est non pas un phraseur mais un moteur d'actes réels.* ”

On pourrait en déduire qu'aucun problème moral ne se pose quand une autorité bienveillante manipule “ des hommes au sein des masses ” avec les formes de propagande adaptées. Cette idée léniniste est une doctrine typique de la nouvelle classe, et un exemple de convergence, dont j'ai déjà parlé (voir aussi la note 38).

En fait, dans la démocratie capitaliste la “ pompe ” est généralement utilisée par ceux qui contrôlent l'économie. Ce n'est pas une surprise d'apprendre qu'ils ont bien compris ce message, notamment dans les “relations publiques”, qui fleurissent partout depuis que sa puissance d'endoctrinement a été efficacement démontrée durant la première guerre mondiale. “ Les relations publiques ”, nous apprend un parole important de l'industrie, “ ne sont que la production en masse de bonnes manières et d'une bonne moralité sur le plan personnel. <sup>25</sup>” Et un vaste effort a été fait pour que les Américains les acquièrent toutes deux, telles qu'elles ont été définies par nos bienfaiteurs <sup>26</sup>.

La figure de proue dans le domaine des relations publiques, Edward Bernays, a d'intéressantes idées à confier à ce propos <sup>27</sup>. “ *Les chefs [...] des groupes organisés les plus importants [...] avec l'aide des techniciens [...] spécialisés dans l'utilisation des réseaux de communication, ont été capables de faire [...] ce que scientifiquement nous appelons la fabrication du consensus (The engineering of consent)* ”, expliquait-il dans *Annals of American Academy of Political and Social Science* en 1947, à un moment où une grande campagne de propagande était lancée par le gouvernement et l'industrie, et qui n'a pas cessé depuis. La phrase “ fabrication du consensus <sup>28</sup>” explique Bernays: “ *veut tout simplement dire l'application des principes scientifiques et de la pratique expérimentée dans un but d'obtenir un peuple qui appuie des idées et des programmes [...]. Un chef ne peut généralement pas attendre que le peuple arrive à une compréhension même générale [...]. Les chefs démocratiques doivent jouer leur rôle pour [...] fabriquer le consensus pour des buts et des valeurs socialement constructifs.* ”

Une fois de plus, c'est le monde des affaires et ses représentants au gouvernement qui jugeront dans la pratique de ce qui est “ socialement constructif ”.

Qui doit être persuadé et influencé par cette “ liberté ” qui est le fondement du processus démocratique ? Evidemment, celle-ci n'est même pas offerte en partage. Et elle ne le sera pas, vu le rapport existant entre l'intelligentsia et la moralité. Une estimation de comment la liberté de persuader est partagée apparaît dans *Fortune*, revue financière importante, en 1949. Il y est proclamé que “ *presque la moitié du contenu des meilleures publications vient des annonces publicitaires ; presque tous les textes de ces dernières (...) sont le travail direct ou indirect des départements (de relation publique).* ” Et les éditorialistes de continuer en soulignant le problème maintenant courant qu'il “ *est impossible*

<sup>25</sup> James P. Selva “ Selling the private enterprise system ” dans *Vital speeches of the day*, novembre 1942.

<sup>26</sup> Voir Alex Carey “ Reshaping the truth : pragmatists and propagandists in America ” dans *Meanjin Quarterly*, (Australie), vol. 35, n°4 1976; Carey et Truda Korber *Propaganda and Democracy in America* (à paraître).

<sup>27</sup> Voir Carey *o.c.*, pour la discussion de son rôle. Et aussi Thomas P. McCann *An American company*, New York, Crow, 1976. Voir aussi *Towards a new Cold War*, p. 378 n° 42.

<sup>28</sup> Auparavant, Walter Lippmann avait écrit sur “l'élaboration du consensus”, un art qui “*est susceptible de grandes finesses aboutissant à une “révolution” dans “ la pratique de la démocratie ”, qui est “ infiniment plus significative que tout changement du pouvoir économique ”, car “ la persuasion est devenue un art conscient et un organe régulier du gouvernement populaire ”, Public Opinion*, Londres, 1932, p. 248 ; l'original fut publié en 1921.

*d'imaginer une véritable démocratie sans la science de la persuasion, comme on ne peut penser un Etat totalitaire sans coercition*<sup>29</sup>. L'endoctrinement est à la démocratie ce que la coercition est à la dictature, bien entendu, puisque la trique qui frappe le peuple est appelée “ le bâton à corriger le peuple ”.

Avec de telles idées nous commençons à avoir une meilleure image du rôle le plus important de l'intelligentsia dans la démocratie capitaliste. Contrairement aux illusions des théoriciens de l'ère postindustrielle, le pouvoir n'a pas basculé dans leurs mains, encore qu'on ne doive pas sous-estimer l'importance en nombre de la main d'œuvre formée par les universités dans le gouvernement et dans la gestion depuis des décennies. Mais la fonction la plus significative des membres de l'intelligentsia est le contrôle idéologique. Ce sont, selon la phrase de Gramsci, des “ experts en légitimation ”. Ils doivent assurer que les croyances sont inculquées comme il faut, croyances qui servent les intérêts de ceux qui ont un pouvoir objectif, fondé en dernière instance sur le contrôle du capital dans les sociétés capitalistes étatiques. L'intelligentsia bien formée manie la “ pompe ”, en opérant une mobilisation de masse d'une façon, comme l'a remarqué Lasswell, moins onéreuse que la violence ou la corruption et beaucoup mieux adaptée à l'image de la démocratie.

Je n'ai parlé jusqu'à présent que de ceux qu'on appelle parfois les “ intellectuels responsables ”, ceux qui s'associent au pouvoir extérieur ou qui essaient même d'en partager une partie ou de s'en emparer. Il y a, bien sûr, ceux qui le combattent, qui tentent de le limiter, qui font un travail de sape pour le détruire et ouvrir la voie à une démocratie réelle, qui à mes yeux du moins, doit inclure les principes essentiels esquissés par Pannekoek. Il y a une analyse révélatrice de ces différents rôles dans la publication la plus importante de la Commission Trilatérale, organisation privée des élites des États-Unis, d'Europe occidentale et du Japon, fondée à l'initiative de David Rockefeller en 1973. Cette Commission trilatérale connut une certaine notoriété, lorsque ses membres occupèrent les postes de président, vice-président, conseiller à la Sécurité nationale, secrétaires d'État à la défense et au trésor, et une foison de postes moins importants aux élections présidentielles américaines de 1976.

Cette étude intitulée *Crisis of Democracy* est l'œuvre d'universitaires de ces trois ensembles trilatéraux<sup>30</sup>. La crise de la démocratie, dont il est question, vient du fait que dans les années 60, des secteurs des masses de la population normalement d'accord se sont mobilisés politiquement et ont commencé à faire pression pour défendre leurs revendications, ce qui a alors abouti à une crise. En effet, ces revendications ne pouvaient naturellement être satisfaites, du moins sans une redistribution notable de la richesse et du pouvoir, ce qui n'est pas en vue. Les universitaires de la Trilatérale, très logiquement, exigent donc plus de “ modération de la démocratie ”.

La leçon est semblable à celle offerte au monde sous-développé par un autre distingué spécialiste, Ithi de Sola Pool, qui expliquait en 1967 “ *Au Congo, au Vietnam, en République Dominicaine, il est clair que l'ordre dépend d'une couche sociale fraîchement mobilisée (presque obligée), qui revient à la passivité et au défaitisme où elle était avant le réveil récent dû au processus de modernisation. Du moins temporairement, le maintien de l'ordre demande une modération des aspirations et des niveaux d'activité politique nouvellement acquise.* ”

Ce n'est pas un dogme, mais ce que “ *nous avons appris ces trente dernières années grâce à l'étude empirique intensive des sociétés contemporaines* ”<sup>31</sup>. Les universitaires de la

<sup>29</sup> Cité par Carey, *o. c.*

<sup>30</sup> M.J. Crozier, S.P. Huntington et J. Watanuki *The crisis of democracy : report on the governability of democracies to the Trilateral Commission*, New York, New York university press, 1975.

<sup>31</sup> Ithiel Pool “ *The public and the polity* ” dans *Pool Contemporary political science: towards empirical theory*, New Yorkgraw-Hill, 1967.

Trilatérale proposent essentiellement que la même leçon soit appliquée également dans les centres du capitalisme industriel.

On pense aussitôt à des exemples passés, comme les attitudes médiévales envers le tiers état. Les vertus qui donnent du crédit aux couches inférieures des Français sont “ *le zèle et l'humilité, l'obéissance au roi et la docilité à faire le bon plaisir des seigneurs* ”, selon les termes de Huizinga, citant le chroniqueur Chatelain <sup>32</sup>. De même, à la périphérie sous-développée de la civilisation moderne, l'état naturel de passivité et de défaitisme doit être restauré. Et dans la civilisation moderne, selon la version démocratique exposée par les théoriciens de la Trilatérale, les roturiers doivent s'adresser à l'Etat, mais avec modération. Il est inutile pour ces universitaires de souligner que les autres groupes sociaux, un peu mieux placés, ne freineront pas leurs exigences, encore que les contribuables américains se rappellent certes - avec peut-être un brin de nostalgie - qu'avant la venue de la crise de la démocratie, “ *Truman avait été capable de gouverner le pays avec la coopération d'un nombre relativement restreint de juristes et de banquiers de Wall Street* ”, heureuse époque à laquelle nous pouvons revenir si les roturiers cessent leurs indécentes clameurs.

C'est dans ce contexte que l'étude de la Commission Trilatérale envisage l'intelligentsia qui, selon son analyse, se divise en deux catégories bien connues

1) les “ intellectuels technocratiques suivant la politique ” qui sont responsables, sérieux et constructifs ;

2) les “ intellectuels ayant une valeur ”, sinistre groupe qui met sérieusement en danger la démocratie “ en s'occupant de saper le pouvoir des chefs, de défier l'autorité et de démasquer et nier aussi la légitimité des organismes responsables de “ l'endoctrinement de la jeunesse ”, tout en semant la confusion et le mécontentement croissant dans l'esprit de la populace.

Pour parler de nos ennemis, nous méprisons les intellectuels qui acceptent la politique. Ce sont des “ commissaires ” et des “ apparatchiks ”. Nous honorons les intellectuels défendant une valeur en les appelant “ dissidents démocratiques ”. En Amérique, les valeurs sont renversées. On cherche à museler les intellectuels suivant une valeur, afin que la démocratie puisse survivre : tous les citoyens étant réduits à l'apathie et devenant obéissants ; les commissaires étant libres de mener sérieusement leur tâche de direction sociale. J'ai déjà parlé du contexte intellectuel que cela suppose.

Il est intéressant que le terme “ défendant une valeur ” employé pour se référer à ceux qui s'opposent à la structure autoritaire. Il implique qu'il est déplacé, offensant et dangereux d'être guidé par des valeurs telles que la vérité et l'honnêteté. Les universitaires de la Trilatérale ne cherchent nulle part à démontrer que les intellectuels suivant une valeur (qu'ils craignent et méprisent tant) ont tort ou font fausse route. Il est aussi frappant que la servilité envers l'État et ses doctrines ne soit pas considérée comme “ une valeur ”, mais simplement comme la tâche naturelle de l'intelligentsia, ou du moins de ses représentants les plus honorables.

J'ai parlé au début des dreyfusards et des intellectuels libéraux américains qui s'étaient ralliés à l'État pendant la première guerre mondiale. Il est juste, à mon sens, de considérer ces deux groupes comme des variantes précoces d'intellectuels que l'étude de la Commission Trilatérale distingue.

Ceux qui dénonçaient l'injustice de l'État au temps de l'affaire Dreyfus ne dominaient aucunement la vie intellectuelle française, comme Henk Wesseling l'a rappelé dans une étude récente <sup>33</sup>. Ils étaient l'exemple type des “ intellectuels soutenant une valeur ”, un constant défi pour leurs collègues plus réservés.

<sup>32</sup> Huizinga *Le déclin du Moyen-Age*, petite bibliothèque Payot, p.62.

<sup>33</sup> Henk L. Wesseling “ Reluctant crusaders : French intellectual and the Dreyfus Affair ” dans *Stanford French Review* (Winter 1977).



Examinons, par opposition, le groupe des membres pragmatiques libéraux du cercle de John Dewey pendant la guerre 1914-18<sup>34</sup>. En décembre 1916, le directeur de *New Republic* écrivait au principal conseiller du président Wilson, le colonel House, que leur vœu le plus fervent était “ d’épauler le président dans ses tâches ” et “ *d’être les interprètes fidèles et utiles de ce qui semble être une des plus grandes œuvres jamais lancée par un président américain* ”. Wilson faisait alors appel à la “ paix sans la victoire ” et quelques mois plus tard, à la victoire sans la paix. A l’époque son œuvre principale était de faire rentrer une nation divisée dans la guerre européenne. Les intellectuels montrèrent qu’ils étaient les interprètes fidèles et utiles de cette entreprise. Selon leur propre estimation, qui sans aucun doute n’est pas exagérée, “ *l’œuvre effective et décisive en faveur de la guerre a été le fait [...] d’une classe qu’on peut décrire de façon juste mais approximative comme les "intellectuels"* ” (*New Republic*, 7 avril 1917). La nation entra en guerre “ *sous l’influence d’un jugement moral rendu après une très longue délibération des membres les plus sérieux de la communauté* ”, le clergé séculier, les intellectuels technocrates suivant la politique, les commissaires. Ce dernier terme est en fait un peu impropre. Les techniques décrites plus tard par les universitaires furent développées et appliquées avec beaucoup de succès pendant la première guerre mondiale, ce qui amena la croissance dynamique du secteur des relations publiques quelque temps après. Par respect de l’exactitude, j’ajouterai que “ les membres les plus sérieux de la communauté ” étaient tout aussi bien victimes de l’appareil de la propagande efficace des Britanniques (avec leur invention des “ atrocités des Huns ”), qui, tout en étant fournisseurs de propagande belliciste, faisaient en sorte (selon leurs propres termes) “ d’imposer leur volonté à une majorité opposée ou indifférente ”.

Il n’est que juste de remercier la BBC d’avoir rendu le même service par la présentation sur la troisième chaîne d’une série intitulée “ Les nombreuses raisons de l’intervention américaine au Vietnam ”<sup>35</sup>. Montrant son goût pour la symétrie, la BBC prépara une version des faits qui est un vrai régal pour les services de propagande américain, tout comme la réaction des “membres les plus sérieux de la communauté” a dû réchauffer le cœur d’hommes comme Sir Gilbert Parker, qui dirigeait la section américaine du bureau de propagande britannique pendant la première guerre mondiale. Sir Gilbert Parker allait jusqu’à se vanter de “ la perméabilité de la presse américaine à l’influence britannique ” dans ses rapports secrets au cabinet britannique<sup>36</sup>.

Les services rendus à l’État par les professions universitaires pendant la guerre 1914-1918 sont passés en revue par Carol Gruber<sup>37</sup>. Les historiens étaient particulièrement désireux d’être mobilisés. Une Commission nationale de service historique fut fondée par un groupe d’historiens “ *afin de faire contribuer utilement, dans la période dangereuse actuelle, l’intelligence et les capacités des travailleurs historiens du pays* ”, comme l’écrivait l’un d’eux (A.C. McLaughlin) dans *The Dial* en mai 1917.

---

<sup>34</sup> Henk L. Wesseling *o. c.*

<sup>35</sup> Les citations qui suivent sont données par Clarence Karier dans “ Making the World Safe for Democracy ” dans *Educational Theory*, vol. 27, n°1 (Winter 1977).

<sup>36</sup> Voir H.C. Peterson *Propaganda for war: the campaign against American neutrality*, Norman : University of Oklahoma Press, 1939. Pour une discussion de la naïveté de l’intelligentsia et de sa précipitation “ à joindre une cause qui était intellectuellement à la mode, comme elle “ répétait, avec l’apparence de la sagesse, ” le matériel préparé pour elle par les services de la propagande britannique, alors qu’en opposition à l’acceptation facile des chefs américains, il y avait, le pacifisme entêté de la grande masse des gens. ”

<sup>37</sup> Carol S. Gruber *Mars and Minerva: World War I and the uses of the Higher Learning in America*, Baton Rouge, Louisiana Press, 1975. Voir aussi la description de la Commission Creel (plutôt favorable) de Stephen L. Vaughn *Holdong fast the the Inner Lines*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1980.

L'un des fondateurs de cette commission, Frederik L. Paxson, a décrit par la suite son activité de “ fabrication historique, d'explication des résultats de la guerre pour que nous puissions la gagner le mieux possible. ” Un exemple précoce de “ fabrication de consensus ”. La presse fut également mobilisée. Une étude de la Commission sur la presse allemande concluait que la “ coopération volontaire des propriétaires de journaux en Amérique donnait une standardisation plus efficace de l'influence et des arguments présentés au peuple américain, que celle qui existait sous le régime de contrôle militaire théoriquement strict institué en Allemagne. ” La principale commission du gouvernement (la commission Creel) fut créée pour rendre plus efficaces les services des universitaires américains dans la propagande directe pour la guerre. Parmi ses réalisations, il y avait une brochure intitulée *The German Bolshevik Conspiracy*, qui présentait des documents généralement considérés comme des faux en Europe (et démontrés comme tels par George Kennan quarante ans plus tard) pour “ montrer ” que les bolcheviks étaient des agents payés par l'état-major allemand, qui les avait matériellement aidés à prendre le pouvoir. Et également quelques années plus tard, des historiens devaient plaider pour une “ fabrication de l'histoire ” dans la guerre contre la menace bolchevique. Dans son allocution devant les membres de l’“ Association Historique Américaine ”, le président de ce groupe expliquait en 1949: “ nous devons assumer clairement une attitude militante, si nous voulons survivre [...] La discipline est la condition essentielle de chaque armée efficace, qu'elle serve le drapeau des Etoiles et des bandes ou celui de la Faucille et du Marteau [...] La guerre totale, qu'elle soit chaude ou froide, engage tout le monde et appelle tout citoyen à jouer son rôle. L'historien n'est pas plus dispensé de cette obligation que le physicien [...] Cela semble être un plaidoyer pour une forme de contrôle contre un autre. Et c'en est un, en effet. ”

Ce document long et désolant a été commenté dans une monographie importante, mais non lue en public, de Jesse Lemisch<sup>38</sup>.

Tous les universitaires qui prêtèrent leur concours pendant la première guerre mondiale ne furent pas récompensés. Thorstein Veblen, par exemple, “ prépara un rapport démontrant que le manque de main d'œuvre agricole dans le Midwest pouvait être résolu en mettant fin aux sévices et à la persécution des membres des “ Ouvriers Industriels du Monde ” (I.W.W.), comme le souligne Carol Gruber, mais “ cependant, lui et son assistant furent congédiés pour leurs peines ” de leur poste d'expert en statistique pour l'Administration alimentaire.

Il y avait alors également des “ intellectuels guidés par une valeur ” qui ne voyaient pas la “ lumière ”. Randolph Bourne en est le cas le plus connu. Nous pouvons rappeler comment il fut licencié par le *New Republic* et évincé de son poste de directeur de *The Dial* par John Dewey. Cela indique le mécontentement que causait la critique pénétrante de Bourne contre les intellectuels libéraux œuvrant pour “ vendre ” la guerre, pour servir, selon Bourne, les intérêts d’“ un programme opportuniste de socialisme d'Etat aux États-Unis ” -

---

<sup>38</sup> Jesse Lemisch *On Active Service in War and Peace: politics and Ideology in the American Historical Professions*, Toronto, New Hogtown Press, 1975 Lemisch cite une autre évocation révélatrice de la nécessité de la fabrication du consensus de l'historien Thomas A. Bailey en 1948 : “ Etant donné que les masses sont comme on le sait myopes et ne peuvent généralement pas voir le danger, sauf quand il les menace, nos hommes d'Etat sont obligés de les tromper pour leur faire prendre conscience de leurs intérêts à long terme. Leurrer le peuple peut s'avérer de plus en plus nécessaire, si nous voulons donner à nos chefs à Washington plus d'initiatives. ” Lemisch lui-même fut exclus de l'université de Chicago en raison du fait que “ ses convictions politiques intervenaient dans son enseignement. ” Les commentaires de ceux qui n'ont pas été soumis à cet intéressant jugement seraient superflus.

avec le clergé séculier aux postes de commande - “ et une ligue de nations à l'impérialisme bienveillant à l'étranger. ”

Clarence Karier observe encore que John Dewey avait un fort mépris pour les “ pacifistes ”, qui, selon ses termes, “ *gaspillaient plus qu'ils n'utilisaient leurs forces lorsqu'ils s'opposaient si vigoureusement à l'entrée* ” en guerre au lieu de chercher à atteindre des buts accessibles dans le cadre de l'extension du consensus chauviniste (juillet 1917). Discutant plus abstraitement de “ la force et de la coercition ”, Dewey avait exprimé le point de vue que si les pacifistes “ modifiaient leur antienne d'immoralité intrinsèque de l'usage de la force coercitive pour comparer l'inefficacité et la stupidité des méthodes existantes de l'emploi de la force, leurs bonnes intentions seraient plus fructueuses. ” Dewey continuait son explication: “ *Avoir horreur de la force n'est pas un signe de morale idéaliste, mais de folie. [...] Le critère de la valeur se fonde sur une efficacité relative et une économie de l'emploi de la force comme moyen vers un but. Au fur et à mesure que les connaissances avancent, un usage raffiné, subtil et indirect de la force remplace toujours les méthodes d'utilisation vulgaires, évidentes et directes. C'est l'explication du sentiment ordinaire contre l'usage de la force. Ce qui est pensé comme brutal, violent, immoral, c'est l'emploi d'actions physiques grossières, spectaculaires et patentes en soi, dans des cas où il est possible de faire usage, à moindre prix et sans pertes de moyens qui sont, en comparaison, imperceptibles et raffinés.* ”

Sa position était que “ *la seule question qu'on peut poser sur la justification de la force est celle de son efficacité et de l'économie de son usage.*<sup>39</sup> ” C'était en avril 1916. Voilà un jugement sobre, juste et pragmatique, que nous avons entendu depuis dans bien d'autres circonstances, sans les qualificatifs de Dewey.

Il n'est pas étonnant que Dewey ait estimé que cette guerre avait apporté des leçons valables à ce propos. Il écrivait que la “ *seule grande chose que la guerre ait réalisé, me semble-t-il, de façon constante, c'est l'application d'une leçon psychologique et culturelle. [...] Elle a maintenant prouvé qu'il est possible pour des êtres humains d'avoir une prise sur les affaires des hommes et de les diriger, vers un but qui doit être atteint, un objectif qui doit être rempli, en œuvrant délibérément et avec intelligence à l'organisation des moyens, des ressources et des méthodes pour obtenir des résultats.* ” Maintenant que cette leçon a été apprise, “ *le problème véritable pour nous, sera celui de discerner effectivement si les hommes intelligents de la communauté veulent réellement amener un ordre social mieux organisé.*<sup>40</sup> ” La guerre avait révélé les possibilités d'une administration intelligente, et c'était maintenant à la responsabilité des hommes intelligents de la communauté de saisir l'occasion, en organisant les capacités de l'intelligence pour les desseins d'un ordre social capitaliste et étatique plus aimable et en utilisant la force avec raffinement et économie pour arriver aux buts souhaitables socialement.

---

<sup>39</sup> Comparer la critique de Robert Keohane des propos de Richard Barnet sur “ *la notion naïve que les forces militaires des Etats-Unis sont nécessairement une source de rupture et de conflit* ” ; “ *les leçons réelles de la guerre du Vietnam* ” étaient, au contraire, “ *que le pouvoir militaire n'a qu'une utilité limitée et ne devrait pas être employé pour combattre le changement social révolutionnaire* ”, “ *l'utilisation de la force militaire devrait être soigneusement délimitée et étroitement contrôlée si elle doit être efficace.* ” C'est ainsi qu'on tire des enseignements de l'échec au Vietnam. *New York Review*, 6-II-1980.

<sup>40</sup> Discutant le projet de science sociale de Dewey visant à intégrer socialement la communauté polono-américaine selon les grandes lignes qu'il trouvait adéquates (“ *un précurseur des opérations d'utilisation des cerveaux dans lesquelles les intellectuels libéraux se sont engagés durant le XXe siècle* ”), Karier affirme que Dewey concevait la démocratie comme “ *un processus par lequel la minorité intelligente peut devenir majoritaire par son influence* ”, une doctrine courante de la nouvelle classe.

Je n'ai discuté jusqu'à maintenant que du premier point de mes deux thèmes, le rôle joué par les intellectuels, en insistant sur le rôle des commissaires contre les dissidents, des intellectuels technocrates au service de la politique contre ceux ayant une valeur. Maintenant j'aimerais appliquer ces remarques au monde contemporain. Voici d'abord quelques commentaires d'ordre général pour décrire le contexte tel que je le vois.

Les Etats-Unis sont sortis de la seconde guerre mondiale dotés d'une richesse et d'un pouvoir sans égal. Tout naturellement, le pouvoir étatique fut utilisé pour édifier un ordre international - intensif, bien que non entièrement appliqué - qui pourrait satisfaire les besoins des maîtres de l'économie américaine. Tout aussi naturellement, ce n'est pas ce qu'on lit dans la plupart des livres d'histoire, et la presse financière est souvent très directe en la matière <sup>41</sup>.

En général, cette campagne globale de l'après-guerre fut un succès retentissant, bien qu'il y eût des revers (le plus dramatique dans le Sud-Est asiatique). Pendant cette " guerre limitée ", qui s'avéra fort coûteuse, le pouvoir des Etats-Unis déclina quelque peu par rapport aux pays industriels concurrents. Ce fut un grand problème pour l'Etat et ses propagandistes - et ce l'est encore - de reconstruire l'ordre international et intérieur qui avait été secoué, encore qu'il ne fût à aucun moment sapé par les événements sanglants d'Indochine. Je me bornerai ici à analyser la reconstitution du système idéologique, puisque c'est la compétence de l'intelligentsia. Les tâches plus centrales sont placées ailleurs.

Aux Etats-Unis, la version prédominante de la " responsabilité de l'homme blanc " a été la doctrine soigneusement entretenue par l'intelligentsia, que seuls les Etats-Unis - parmi les puissances du monde moderne - ne sont pas guidés dans les affaires internationales par les intérêts matériels visibles des détenteurs du pouvoir. Les Etats-Unis errent plutôt sans but, en ne faisant que réagir aux initiatives des autres, tout en suivant des principes moraux abstraits : les règles de Wilson de liberté, d'autodétermination, de démocratie, d'égalité, etc. Il en découle un débat sérieux dans un espace limité: d'un côté, il y a ceux qui font l'éloge des Etats-Unis à cause de la bienveillance exceptionnelle de ce pays ; de l'autre, nous trouvons les critiques " réalistes – George Kennan et Hans Morgenthau, par exemple – qui déplorent la bêtise de la politique américaine et pensent que nous devrions ne pas être aussi moralement obsédés et poursuivre l'intérêt national de façon plus rationnelle.

L'étude des critiques réalistes donne l'image la plus claire de l'idéologie dominante et révèle dramatiquement l'extension de son influence. Au début des années 60, Hans Morgenthau - qui était à la limite de la critique sérieuse, et qui l'a franchie quelques années plus tard, ce qui est tout à son honneur - pouvait écrire que les Etats-Unis ont un " but transcendant ", à savoir " l'établissement de l'égalité dans la liberté en Amérique ", et en vérité dans le monde entier, puisque " *l'arène dans laquelle les Etats-Unis doivent défendre et promouvoir leurs buts est devenue planétaire.* " " *L'Amérique est devenue la Rome et l'Athènes du monde occidental, le fondement de l'ordre légal et la source de la culture* ", encore que *l'Amérique ne le sache pas.* <sup>42</sup>

Bien entendu, Morgenthau reconnaît certains défauts intérieurs et extérieurs, comme en Amérique centrale et aux Philippines. Mais il attaque les critiques qui se fondent sur un large éventail de documents historiques pour nier ce but transcendant " *de l'Amérique et qui affirment que les Etats-Unis sont très semblables à toute autre puissance. Cela est souvent décrit (mais non par Morgenthau) comme étant de la " critique radicale* ". Le choix des mots est révélateur. Ces critiques, selon Morgenthau, font une simple erreur de logique: " *Raisonnement ainsi, c'est confondre l'illusion de la réalité avec la réalité elle-même.* " C'est le "

<sup>41</sup> Pour un exemple, voir *Towards a new Cold War*, p. 106 et l'introduction du même ouvrage pour une plus ample discussion du contexte historique.

<sup>42</sup> Hans J. Morgenthau *The Purpose of American Politics*, New York, Vintage, 1964, reprint de l'édition de 1960, avec une nouvelle introduction de décembre 1963.

*but national* inachevé montré par “ *l'évidence de l'histoire comme notre esprit le reflète* ”, qui est réalité. La documentation historique actuelle n'est qu'une illusion de la réalité.

L'allusion théologique est apparente, et Morgenthau en est conscient. Il remarque que les critiques qui prennent le monde réel pour la réalité, sont tombés dans “ *l'erreur de l'athéisme qui nie l'authenticité de la religion par des arguments similaires.* ” Le commentaire est adéquat. Il y a effectivement quelque chose de véritablement religieux dans la ferveur avec laquelle les intellectuels américains sérieux ont cherché à nier les faits évidents, et à assurer leurs dogmes sur la bienveillance américaine, version actualisée de la “ mission civilisatrice ”.

Mais les doctrines de la religion d'Etat ont été incapables de survivre à la guerre du Vietnam, du moins dans une grande partie de la population. Le résultat a été une crise idéologique. Les fondations institutionnelles des interventions contre-révolutionnaires réitérées de l'après-guerre sont demeurées stables, mais le système doctrinal qui avait servi à obtenir l'appui populaire pour la croisade contre un développement indépendant a fait faillite. La question actuelle est comment la reconstituer. C'est un sérieux problème, car l'intervention impérialiste entraîne des coûts, matériels et moraux, subis par la population. Je voudrais maintenant évoquer certaines des méthodes du clergé séculier pour faire face à ces problèmes.

La première tâche est de réécrire l'histoire de la guerre américaine au Vietnam. C'est relativement facile, étant donné que la presse et les universités ont constamment défendu l'histoire mythique en question, et j'y reviendrai.

Une tâche plus difficile est de faire porter la responsabilité morale de la guerre sur les victimes. Cela semble une entreprise presque vouée à l'échec, comme si les nazis avaient essayé de condamner les Juifs à cause des fours crématoires. Mais imperturbables, les propagandistes américains poursuivent cet effort, non sans quelque succès. Au point qu'un Président américain peut apparaître sur les écrans de la télévision nationale et déclarer que nous ne devons “ rien ” aux Vietnamiens, parce que “ la destruction était mutuelle.<sup>43</sup>” Et il n'y a pas un murmure de protestation quand cette affirmation monstrueuse, digne d'Hitler ou de Staline, est aimablement présentée au milieu d'un discours sur les droits de l'homme. Non seulement nous ne leur devons rien pour avoir tué, détruit et ravagé leur pays, mais nous pouvons maintenant prendre du recul et jouer les bigots en les morigénant parce qu'ils meurent de maladie et de malnutrition. Nous pouvons déplorer leur cruauté quand des centaines de personnes périssent en tentant d'enlever à la main du matériel de guerre non désamorcé dans les champs déchiquetés par la violence de l'Etat américain. Nous pouvons nous tordre les mains en feignant l'horreur lorsque ceux qui ont pu survivre à l'assaut américain - les éléments plus durs et les plus endurcis, à n'en pas douter - ont recours à l'oppression et parfois à la violence de masse, ou ne trouvent pas de solution à des problèmes qui n'ont pas leurs équivalents dans l'histoire occidentale, peut-être depuis la Peste.

Le seul point sans solution est celui des restes mortels des pilotes américains disparus dans le conflit. Mais il ‘y a pas de responsabilité américaine pour aider à reconstruire ce qui a été détruit, si c'est encore possible. Pire encore, nous refusons de laisser les autres les aider. L'Inde a essayé d'envoyer cent buffles au Vietnam pour faciliter le renouvellement du cheptel décimé par la terreur américaine. C'était une nécessité vitale pour cette économie agricole primitive. Ce maigre cadeau dut être envoyé par la Croix Rouge pour éviter les représailles américaines : annulation dans ce cas de l'aide au titre de “ Nourriture pour la Paix<sup>44</sup>”. En Indochine, les paysans tirent la charrue parce que les troupeaux ont été détruits par les bombardements américains. Et le *Washington Post* qui dissimulait et appuyait cette

<sup>43</sup> “News Conférence”, 24-3-1977; reproduit dans le *New York Times*, 25-3-1977.

<sup>44</sup> Voir Nayan Chanda “ New Delhi wants to offer help ” dans *Far Eastern Economic Review*, 25-2-77, et aussi *Towards a new Cold War*, pp. 26-28.

agression, publie des photos de paysans cambodgiens tirant leur charrue, pour montrer les atrocités communistes. En fait, dans ce cas précis, les photos sont probablement des faux du contre-espionnage thaïs si peu réussis qu'ils furent écartés par l'agence de presse thaï de droite, en langue anglaise. Mais la presse européenne a été moins pointilleuse. Le *Washington Post* le savait, et n'ignorait pas que c'était un faux à l'origine. La rédaction, tout en sachant la vérité, refusa de publier une lettre expliquant les faits de façon documentée. Elle refusa de se rétracter publiquement pour cette invention de toute pièce. C'est un petit exemple du courant de déformations qui a défiguré la presse américaine (en fait occidentale) à propos du déroulement de l'après-guerre en Indochine. Une bonne partie de ces faits ont été expliqués ailleurs, et je ne les reprends pas ici <sup>45</sup>. Le point crucial aux Etats-Unis est le caractère vraiment obscène de la tentative de dénigrer les victimes, le refus de la responsabilité américaine, et le succès spectaculaire de cette campagne. Et plus encore, l'opposition à la recherche des responsabilités élémentaires pour offrir des réparations massives afin de surmonter le carnage causé.

Une autre tâche de l'intelligentsia est de réduire la portée des “ leçons de guerre ” à des proportions minimales. Là encore, ce n'est pas très difficile, puisque les intellectuels ont toujours tendu à établir des conclusions sans tenir compte des principes. Une étude de Charles Kadushin, sociologue à l'université de Columbia, donne une bonne image des faits, assez différente de ce que l'on croit en général <sup>46</sup>. Il a examiné les attitudes d'un groupe qu'il appelle “ l'élite intellectuelle américaine ”, en 1970, au moment culminant de l'opposition active à la guerre, lorsque les universités étaient fermées pour leur opposition à l'invasion du Cambodge, et que des manifestations secouaient tout le pays. Une grande partie de cette étude est consacrée à la guerre du Vietnam. L’“ élite intellectuelle ” s'opposait à la guerre, presque sans exception. Mais les raisons de cette opposition méritent d'être particulièrement examinées. Kadushin trouve trois sortes d'opposition, selon des motivations “ idéologiques”, “morales” et “pragmatiques”. Dans l'opposition “ idéologique ” à la guerre, il inclut la pensée que l'agression est une erreur, même de la part des Etats-Unis. L'opposition pour une cause “ morale ” se fonde sur la mort et les atrocités : la guerre est trop sanglante. L'opposition “ pragmatique ” à la guerre s'appuie sur le sentiment que nous ne pouvons probablement pas en venir à bout. La guerre est trop coûteuse. L'entreprise doit être liquidée parce qu'elle n'en vaut plus la peine.

Il y a deux points dignes d'intérêt dans cette analyse. D'abord, la terminologie en elle-même. Il n'est pas douteux que le groupe étudié aurait été unanime pour déplorer l'agression en Tchécoslovaquie. Mais sur quelle base ? Non pas pour une raison “ pragmatique ”, puisqu'elle fut très réussie et assez peu coûteuse. Non plus “ morale ”, car il y eut très peu de pertes. Mais plutôt pour un motif “ idéologique ” : c'est à dire sur la base que l'agression est une erreur, même si elle est relativement pacifique, économique et réussie. Mais allons-nous l'inclure comme objection entrant dans les raisons “ idéologiques ” ? Sûrement pas. C'est seulement lorsqu'on s'oppose au droit divin des Etats-Unis d'intervenir par la force dans les affaires intérieures des autres qu'on évoque un terme aussi sinistre que “ l'idéologie ”.

La part des réponses est encore plus intéressante. Le refus “ idéologique ” d'une agression était très limité. Plus nombreux étaient ceux qui s'y opposaient sur une base “ morale ”. Mais de loin et de beaucoup, les objections “ pragmatiques ” étaient majoritaires. Rappelons que cette étude fut faite au moment le plus chaud de l'opposition populaire à la guerre, alors que contrairement à “ l'élite intellectuelle ”, des parties importantes des masses, peu cultivées en théorie, s'étaient déclarées contre la guerre par principe et même pour agir selon leurs idées. Ce qui faisait horreur aux âmes plus délicates qui expliquent maintenant

<sup>45</sup> Voir Chomsky et Edward S. Herman *The political economy of Human Rights*, vol. 2, Boston, South End Press, 1979.

<sup>46</sup> Charles Kadushin *The American intellectual elite*, Boston, Little Brown, 1974.

que leur sens de l'ironie et de la complexité de l'histoire les empêche de tomber dans un exhibitionnisme si vulgaire. Quant à ce travail, je me demande si la même analyse dans l'Allemagne de 1914 n'aurait pas donné les mêmes résultats.

Des attitudes semblables sont apparues lors du débat sur l'“ amnistie ” pour ceux qu'on a appelés les “ embusqués du service militaire ”. La plus compréhensive consiste à considérer qu'il faudrait acquitter les délits, alors qu'une autre, plus sévère objecte qu'il faudrait au moins une peine. Que le problème réel soit celui de l'octroi d'une “ amnistie ” pour ceux qui ont mené cette guerre, ou celui de la claque intellectuelle qui a soutenu la guerre jusqu'à ce qu'elle devienne trop coûteuse, voilà une remarque qui déborde les limites du “ sérieux ” dans le système doctrinal en vigueur. Il est couramment déclaré que les “ embusqués ” et le mouvement étudiant dans son ensemble s'opposaient à la guerre par peur. Ils ne voulaient pas en affronter les dangers terribles. En fait, la plupart des initiatives de la résistance américaine - sans précédent par son ampleur et son caractère - ont été prises par des jeunes gens qui auraient pu facilement échapper aux combats (et ce n'était pas très difficile alors pour les groupes privilégiés). Ils choisirent, en revanche, de faire face à un grand risque : un long emprisonnement ou l'exil, à cause de leur seul engagement moral. Les mêmes commentaires firent appel en gros à la désertion, à la résistance des non privilégiés. L'affirmation courante d'après laquelle l'opposition des étudiants à la guerre disparut avec la fin du système de service sélectif, tout en étant réconfortante pour les idéologues, est également fautive. En fait, certains éléments plus “ politisés ” du mouvement étudiant avaient considéré (stupidement à mon avis) l'opposition à la guerre comme relativement sans importance, bien avant la fin du service sélectif. Mais l'opposition à la guerre reflétait très exactement le degré d'engagement américain officiel, indépendamment de la présence de l'armée. Le système idéologique ne pouvait tolérer le fait qu'il y eut une opposition de principe à la guerre, surtout parmi les jeunes, s'organisant avec un grand courage, avec conviction, courant des risques, et ayant une efficacité considérable. Il était donc nécessaire de prétendre que l'opposition sérieuse et significative était menée par des intellectuels modérés et des politiciens héroïques, ces membres sérieux de la communauté ” qui, comme leurs prédécesseurs, prirent une décision “après une très longue délibération ” et agirent avec diligence pour faire revenir la politique nationale dans sa voie royale.

La réécriture de cette histoire mérite aussi plus d'attention que je ne peux lui en donner ici. Illustrons-la par un seul exemple, prenons le numéro actuel de *New Republic* du 10 décembre 1977, qui reste plus ou moins la revue officielle de l'intelligentsia libérale.

L'éditorial, intitulé “ la décennie Mc Carthy ”, est une ode à Eugène Mc Carthy qui a “ transformé le panorama de la politique américaine ” lorsqu'il s'opposa à Lyndon Johnson pendant la campagne présidentielle de 1968. La campagne de Mc Carthy, indiquent les éditorialistes, imprégna au système politique américain la marque d'hommes et de femmes formés dans la “dissidence ” et introduisit “ un certain idéalisme imprévisible ” dans la vie politique américaine. “ La conséquence la plus évidente de la campagne de Mc Carthy a été la fin de la guerre du Vietnam ”, car Mc Carthy “ et son équipe avaient établi un consensus sur la nécessité d'en finir avec la guerre ”. Les éditeurs citent en l'approuvant la déclaration de John Kenneth Galbraith sur le programme de la BBC cité plus haut, à savoir que Mc Carthy est “ l'homme qui mérite plus de confiance que n'importe quel autre parce qu'il a mis fin à notre participation à la guerre. ” Et les éditorialistes font les louanges de Mc Carthy pour sa modestie et son refus de se draper en héros. Mc Carthy, concluent-ils, “ a assuré qu'aucun président ne pourra jamais plus penser qu'il peut engager une guerre sans s'occuper du jugement moral du peuple. ”

Comparons cette analyse avec les faits. A la fin 1967, le mouvement de masse populaire contre la guerre avait atteint un développement remarquable. Son grand succès était que le gouvernement avait été incapable de déclarer une mobilisation nationale, Les dépenses

dues à la guerre étaient occultées, ce qui contribua à une crise économique, en 1968, qui avait amené les cercles financiers et conservateurs à insister pour qu'on limite les efforts pour vaincre les Vietnamiens. Les documents du Pentagone révèlent que fin 1967 l'ampleur et le caractère de l'opposition populaire causaient une grande inquiétude parmi les technocrates<sup>47</sup>. L'offensive du Têt, qui sapa peu après les affirmations de la propagande gouvernementale, augmenta les craintes. Un mémorandum du Département de la défense exprimait son inquiétude que l'augmentation du niveau de l'engagement ne conduise à “ *une augmentation de la méfiance envers le système de service sélectif et à une plus grande agitation dans les villes* ”, d'où le risque de “ déclencher une crise intérieure sans précédents. ” Les manifestations de masse populaires et la désobéissance civile, étaient un sujet de particulière inquiétude, au point que les chefs d'états-majors étudiaient s“ *il y aurait assez de forces disponibles pour contrôler le désordre des civils*”, si davantage de troupes étaient envoyées pour écraser les Vietnamiens.

La montée inattendue de la protestation et de la résistance se fit principalement sans chefs et spontanément. Elle eut lieu dans un contexte d'hostilité considérable des médias et du système politique, et dans un cadre de violence occasionnelle et de rupture. On peut nommer des militants profondément engagés, Dave Dilinger par exemple, qui travailla avec un dévouement infatigable pour inciter et organiser les gens à s'opposer à l'agression américaine, avec son escalade d'atrocités de plus en plus visibles. Certains, comme Benjamin Spock, soutenaient les jeunes résistants, et même d'autres se joignirent à eux. Ainsi le père Daniel Berrigan présenta “ *nos excuses, chers amis, pour avoir dérangé l'ordre public en brûlant des papiers au lieu d'enfants* ”, lorsque lui et six autres personnes, détruisirent des dossiers militaires à Catonsville, dans le Maryland. Mais on chercherait vainement une contribution d'Eugène Mc Carthy pour “ établir un consensus contre la guerre ou susciter une opposition contre elle. A ce moment difficile, il ne s'éleva même pas au niveau de l'insignifiance. Il y eut quelques figures politiques (Ernest Gruening et Wayne Morse, par exemple) qui condamnèrent l'escalade de la guerre américaine. Mc Carthy ne se joignit jamais à eux.

Après l'offensive du Têt de janvier 1968, on reconnaissait généralement que les Etats-Unis devaient passer à un effort “ intensif capital ”, davantage fondé sur la technologie que sur le nombre de soldats. Le corps expéditionnaire américain commençait à se gangrener de l'intérieur. Le commandement américain apprenait une leçon habituelle dans une guerre coloniale : une armée de citoyens n'est pas bonne pour faire les atrocités inévitables de la guerre. Une telle guerre doit être confiée à des tueurs professionnels. Après 1968, la guerre dura encore sept longues années, avec une indescriptible barbarie et de plus grands massacres, comme l'opération “Speedy Express”<sup>48</sup> dans le delta du Mékong en 1969. L'opposition populaire atteignit son apogée dans les années 70 et continua, en dépit des efforts de la presse pour cacher les initiatives de guerre des Etats-Unis, jusqu'à la fin des hostilités. Durant toute cette période, il y eut à peine un murmure d'Eugène Mc Carthy.

Pourquoi donc Mc Carthy a-t-il été élevé au niveau du Panthéon libéral ? La raison est simple. Sa brève apparition en 1968 symbolise exactement l'opposition à la guerre de la part de l'intelligentsia libérale. Chevauchant vers la renommée nationale sur la vague de l'opposition des masses à la guerre, Mc Carthy disparut silencieusement après qu'il n'eut pas obtenu l'investiture démocrate à Chicago en Août 1968. Mais il avait réussi, brièvement, à canaliser l'énergie populaire vers la politique, et à obtenir presque le pouvoir politique en exploitant les forces d'un mouvement dans l'apparition duquel il n'avait joué aucun rôle. Son cynisme total apparut clairement avec sa conduite après qu'il perdit l'investiture. S'il avait eu

<sup>47</sup> Pour des références, voir mon livre *For Reasons of State*, New York, Pantheon, 1973, p. 25.

<sup>48</sup> Voir le chapitre spécial dans *Economie politique des droits de l'homme*, 1, de Chomsky et E.S. Herman, éd. J.E. Hallier-Albin Michel, 1981, (NDT).



un minimum de sérieux, il aurait utilisé son prestige immérité comme “ porte-parole ” du mouvement de la paix, qu'il avait si insolemment exploité, afin de faire pression pour mettre fin à la guerre. Mais on entendit bien peu de choses de Mc Carthy, qui démontra par son silence qu'il s'occupait aussi peu du résultat de la guerre que de ses jeunes partisans qui furent blessés par des charges de police dans les rues de Chicago, alors qu'il essayait de gagner comme candidat démocrate, grâce aux efforts des jeunes en sa faveur. Il est, en bref, la figure idoine pour être canonisé par l'intelligentsia libérale.

L'attitude générale de ce groupe est reflétée par le matériel publié maintenant sur les “ leçons de la guerre ”. Pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres, Edwin Reischauer, spécialiste bien connu de l'Asie à l'Université de Harvard, écrit que: “ *La leçon réelle de la guerre du Vietnam a été la terrible dépense engagée pour tenter de contrôler la destinée d'un pays de l'Asie du Sud-est en dépit des courants contradictoires du nationalisme. L'Asie du Sud-est n'est tout bonnement pas ouverte à un contrôle extérieur à un prix qui rendrait cette proposition fiable pour un pouvoir du dehors.* ”<sup>49</sup>

---

<sup>49</sup> Edwin S. Reischauer “ Back to Normalcy ” dans *Foreign Policy* (Fall 1975). Reischauer est habituellement considéré comme une colombe pour le Vietnam, et avec raison, vu l'acception générale du terme. Le collègue de Reischauer à Harvard, John K. Fairbank, sans doute le sinologue le plus distingué aux Etats-Unis, prit une position plus forte et plus conséquente contre la guerre américaine, et il fut un des rares universitaires qui encouragea les jeunes dissidents, et c'est tout à son honneur. Ses propres analyses, néanmoins, cadrent tout à fait avec l'idéologie générale, ce qui montre très clairement l'étroitesse de la marge d'opinion tolérée dans les cercles universitaires américains (encore qu'on puisse trouver quelques rares exceptions). Ainsi dans son allocution comme président, en décembre 1968, à la Société Historique Américaine, qui était loin de ne pas critiquer la politique étrangère des Etats-Unis, il caractérisait la guerre d'Indochine en ces termes: c'est “ *une époque où nous étendons trop notre pouvoir politique dans des désastres à l'étranger, comme le Vietnam, principalement par excès de droiture et de bienveillance désintéressée* ” ; dans “ *Assignment for the 70's* ”, *American Historical Review*, vol.74. n° 3, février 1969.

Plus tard dans une discussion de la “ cause de notre échec ” au Vietnam, Fairbank explique qu'un facteur “*fut l'absence dans notre esprit d'une compréhension historique de la révolution vietnamienne moderne. Graduellement, mais quand il était trop tard, nous avons commencé à nous apercevoir que c'était une révolution inspirée par le sentiment nationaliste, revêtu de l'idéologie communiste appliquée aux besoins du Vietnam [...] Le résultat fut qu'au nom de l'anti-communisme, aussi vague que le terme pouvait l'être en 1965, nous nous sommes engagés dans une action anti-nationaliste*”. Une sérieuse “ erreur ”, parmi d'autres : “ *Notre rôle de défense du Sud après 1965 fut d'abord considéré comme équivalent à notre défense de la Corée du Sud, quinze ans plus tôt. Le but était également de rendre les devants face à une expansion du communisme chinois dans le Sud. [...] Ayant une vision si peu appropriée de notre rôle sur la scène politique, nous avons eu beaucoup de mal à nous convaincre nous-mêmes qu'il y avait un objectif valable pour cet effort.* ”

On peut faire trois commentaires à cette analyse. D'abord, à propos des affirmations factuelles: les stratégies politiques savaient parfaitement à la fin des années 40 qu'ils combattaient les forces du nationalisme vietnamien ; notre effort anti-communiste a à peine commencé en 1965; il est absurde de dire que nous défendions “ le Sud ” après 1965, bien au contraire nous étions en guerre contre une société rurale qui incluait une grande partie du Sud ; et il n'y a pas de preuves que les Etats-Unis pensaient qu'ils prenaient “ les devants ” face à une expansion du communisme chinois dans le Sud ; encore que cette affirmation soit naturellement évoquée dans la propagande soviétique sur prendre les devants face à une agression occidentale en Afghanistan. Ensuite, quant au niveau moral de la présentation : nos actes sont-ils exactement décrits par les simples termes “d'échecs”, “d'erreurs”, résultat d'une faible compréhension de l'histoire ? Le problème consisterait-il uniquement dans le fait que les frères Bundy et Rostow n'avaient pas eu de bons cours en faculté d'histoire vietnamienne ? Ou bien n'y a-t-il plus des mots plus forts pour cela? Enfin, il faut commenter le lieu et le moment de ces déclarations, qui apparaissent dans “ Newsletter ” de la *Harvard Graduate Society for Advanced Study and Research* (juin 1975) sous le titre de “ Notre tragédie vietnamienne ” (est-elle bien décrite par “ notre ” ?) annonçant la création d'un poste d'enseignement d'études vietnamiennes

Il en résulte que si les coûts étaient moindres, les efforts pour imposer “ un contrôle extérieur ” seraient très légitimes, à condition qu'ils viennent des Etats-Unis, et évidemment pas de la Chine ou de la Russie. Les Etats-Unis, bref, sont une fois de plus exceptionnels : les devoirs de la charte des Etats-Unis, bien que faisant partie de “ la loi suprême sur la terre ”, ne s'appliquent pas à un Etat qui se consacre avec tant de désintéressement et d'honneur aux principes de Wilson sur la liberté et l'indépendance.

Reischauer se met aussi à répéter les fantaisies habituelles sur les origines de l'intervention américaine et sur la croyance que Ho Chi Minh n'était “qu'un agent de l'avant-garde ” du communisme international unifié. Pour Reischauer, “ *la tragédie de l'engagement américain au Vietnam est que cette image ne s'avéra jamais réellement exacte* ”, et il ne souffle mot des conséquences de cet “ engagement ” sur le peuple indochinois, une tragédie de moindre importance. Comme c'est la règle, il choisit d'ignorer les archives de documents importants qui révèlent que les stratèges politique étaient très conscients de l'engagement nationaliste du Viet-Minh, et qu'après avoir décidé l'intervention américaine, ils cherchèrent longtemps et vraiment, mais sans succès, des preuves pour étayer la décision qu'il leur fallait justifier: Ho Chi Minh n'était qu'un pantin aux mains de forces étrangères. Ces documents sont tout à fait inacceptables, et ils sont donc éliminés des archives des chercheurs sérieux. L'“ erreur ” et “ l'ignorance ” sont, cependant, des catégories neutres socialement, et les critiques du clergé séculier peuvent en faire usage.

Ces exemples illustrent des aspects assez importants de la propagande et de l'intelligentsia. Dans une société totalitaire, les mécanismes de l'endoctrinement sont simples et transparents. L'État détermine la vérité officielle. Les intellectuels technocrates et suivant la politique se font les perroquets de la doctrine officielle, qui est facilement reconnaissable. Curieusement, cette pratique libère les esprits. Intérieurement du moins, on peut identifier le message propagandiste et le rejeter. L'expression déclarée de ce refus entraîne un risque ; l'importance de ce risque et son extension dépendent de la violence réelle d'un Etat.

Dans une démocratie capitaliste, la situation est beaucoup plus complexe. La presse et les intellectuels sont considérés comme étant farouchement indépendants, hypercritiques, opposés à l'“ establishment ” et adversaires de l'État <sup>50</sup>. Les stratèges de la Trilatérale, par

---

pour l'ambassadeur Kenneth T. Young, qui présidait les premières étapes de la guerre américaine dans les années 50, lorsque le régime Diem menait une impitoyable campagne de terreur et de violence qui décima pratiquement la résistance anti-française, pour finalement aboutir à une réaction qui amena alors l'attaque à grande échelle des Etats-Unis dans les années 60. Fairbank pouvait sûrement voir là quelque chose d'obscène, même si cela dépasse l'entendement de la plupart de ses collègues de Harvard.

<sup>50</sup> Les exemples les plus souvent présentés pour défendre cette vision sont ceux de la guerre du Vietnam et du Watergate. Ces deux exemples démontrent le contraire, de même que l'attitude habituelle des médias sur d'autres événements, malgré d'occasionnelles exceptions. Pour plus de documentation, voir *Towards a new Cold War*, chapitres 3, 4 et 13 et les sources indiquées. Une institution qui a été très citée à propos de la presse qui ferait de l'opposition est Freedom House qui a publié une étude en 2 volumes de Peter Braestrup (un d'analyse, l'autre de documentation) pour démontrer que selon les critères de Freedom House la presse était trop critique envers la guerre de l'Amérique au Vietnam, ce qui avait contribué à l'échec des Etats-Unis pour remplir ses nobles buts (par définition). Voir Peter Braestrup *Big story: how the American Press and Television reported and interpreted the crisis of Tet 1968 in Vietnam and Washington*, 2 vol. Boulder, Colorado, Westview Press, 1977, publié en collaboration avec Freedom House. L'étude de Braestrup a impressionné de nombreux commentateurs qui la décrivent comme “consciencieuse” et “très complète” (Edwin Diamond dans le *New York Times*) ; avec son “souci infini de l'exactitude”, elle constitue “une des pièces les plus importantes des rapports d'enquête et d'études universitaires de première classe du dernier quart de siècle” et pourrait amener une enquête sur la presse au Congrès (John P. Roche dans le *Washington Post*). Voir aussi *Towards o. c.*, p. 394 n° 173.

exemple, décrivent la presse comme une nouvelle source de pouvoir national, dangereusement opposée à l'État autoritaire. La réalité est quelque peu différente. Il est vrai qu'il y a critique, mais un coup d'œil attentif permet de montrer qu'elle demeure dans des limites étroites. Les principes essentiels du système de propagande étatique sont assumés par les critiques. A l'opposé du système totalitaire, l'appareil de la propagande ne fixe pas tout simplement une position à laquelle tous doivent se conformer, ou contre laquelle on peut s'opposer en privé. Au contraire, l'appareil cherche à déterminer et à délimiter tout un champ de pensée: la doctrine officielle à une extrémité, et la position de ses adversaires les plus tapageurs de l'autre. Dans tout ce champ, des affirmations fondamentalement identiques sont suggérées, bien que rarement exprimées. Elles sont sous-entendues et non établies. Selon la presse, les faucons et les colombes partagent un engagement sur un principe essentiel, à savoir que les États-Unis ont le droit légitime d'exercer la force et la violence, là où ils veulent le faire. Et la critique "réaliste" de la politique étrangère américaine, (qui a marqué les limites maximales des controverses respectables, jusqu'à ce que les retombées du mouvement étudiant aient obligé les universités à entrouvrir légèrement leur porte) adopte l'hypothèse essentielle que la politique étrangère américaine est bienveillante, une bienveillance déplacée selon eux. Le débat consiste à supposer que les États-Unis, les seuls dans l'histoire moderne, agissent par dévouement à des principes moraux abstraits et non à cause du calcul rationnel dirigeants, occupés par leurs intérêts matériels.

Il y a de nombreux autres exemples. Le système démocratique de contrôle de pensée est séducteur et dominateur. Le système de propagande est d'autant plus renforcé que le débat est plus tendu, puisque les suppositions tacites et non exprimées sont fortement transmises. Un esprit indépendant peut chercher à se séparer de la doctrine officielle, à partir de la critique avancée par les prétendus opposants, et sans suivre les affirmations du système de propagande, en prenant les suppositions tacites de cette dernière, exprimées tant par l'accusation que la défense. C'est une tâche bien plus difficile. Tout expert en endoctrinement confirmera, sans doute, qu'il est beaucoup plus efficace de limiter toute pensée éventuelle dans un cadre de suppositions tacites, plutôt que d'essayer d'imposer une croyance explicite particulière à coups de trique. Il est fort possible qu'une partie des résultats spectaculaires du système de propagande américain, où tout cela a été élevé au rang du grand art, soit redevable de cette méthode de désaccord prétendu, appliqué par l'intelligentsia responsable.

La tâche finale du système de propagande est de rétablir la foi dans nos buts transcendants. Il ne suffit pas de démontrer la perversité de nos ennemis et de leur attribuer la responsabilité des atrocités commises contre eux. Il est également nécessaire de refaire notre pureté morale. Et les événements se sont déroulés de façon presque mythique. Je ne veux pas dire qu'ils ont été planifiés. Mais le système de propagande a magnifiquement saisi les occasions qui se présentaient.

Le drame s'est fait en deux actes : l'Acte un pourrait être intitulé *Catharsis*, et l'Acte deux *Renaissance* ou *Régénérescence spirituelle*.

Dans l'acte un, le mal est personnalisé et refoulé. Richards Nixon avait marqué un point lorsqu'il affirmait que la presse avait lancé une campagne injuste contre lui, mais il ne réussit pas à comprendre le rôle qu'il jouait dans ce drame inachevé. En fait, les accusations contre Nixon venaient de sa conduite pas tellement éloignée de la normale, encore qu'il se trompât en choisissant ses victimes parmi les puissants<sup>51</sup>. Nixon ne fut jamais accusé des fautes sérieuses de son administration : les "bombardements secrets" du Cambodge, par exemple. Le problème fut effectivement posé : mais c'était le secret des bombardements et non les bombardements en soi, qui était considéré comme un crime. On retrouve une fois encore l'affirmation cruciale et tacite : les États-Unis, dans leur majesté, ont le droit de

<sup>51</sup> Voir *Towards a new Cold War*, p. 405 n° 7.

bombarder une société paysanne sans défense, mais c'est une erreur de tromper le Congrès à ce sujet. Le secret des bombardements est en effet remarquable. J'avais été personnellement informé par un officier de haut commandement (qui participait à la préparation de l' "incursion " au Cambodge en avril 1970) que même les chefs de haut commandement se voyaient refuser la consultation des photos des vols de reconnaissance du contre-espionnage. Apparemment le gouvernement ne voulait pas révéler à ces officiers les ravages des bombardements américains dans les campagnes qu'ils auraient bientôt à traverser. Mais toute critique de l'administration Nixon à partir de ces motifs sort des limites permises d'un débat tactique.

Nous pouvons incidemment nous demander dans quel sens les bombardements étaient secrets. En vérité, ils l'étaient parce que la presse se refusait à en faire état. Comme les bombardements du Nord Laos auparavant, l'attaque américaine du Cambodge neutre a dû être connue de la presse. Quelques jours avant le commencement des " bombardements secrets " de Nixon - Kissinger, le prince Sihanouk (dont le gouvernement était reconnu par les Etats-Unis) convoqua la presse internationale pour dénoncer les attaques américaines contre les villages pacifiques et le meurtre de paysans sans défense. Il n'y eut pas de protestations, parce que la presse s'engagea à appliquer le secret, tout comme quelques années auparavant, lorsque les paysans du Nord Laos furent cruellement bombardés, à des centaines de kilomètres de la zone de combats la plus proche, voire même des itinéraires de ravitaillement. Ce n'est que quelques années plus tard, quand la chasse fut ouverte contre Nixon, que la presse eut le culot de l'accuser d'avoir imposé le secret sur ces atrocités qui sont rarement reconnues comme telles, car depuis (1977) la presse préfère croire que les attaques étaient dirigées contre les Nord-Vietnamiens et les cibles militaires Viêt-Congs<sup>52</sup>.

Ces différentes manières terminent heureusement l'Acte un, avec le mal, enfin identifié et repéré, qui est expulsé. Maintenant le rideau se lève sur l'Acte deux : *Renaissance*, la découverte des Droits de l'Homme, notre nouveau but: transcendant. Comme Arthur Schlesinger l'a expliqué dans le *Wall Street Journal*, " en effet, les droits de l'homme remplacent l'autodétermination comme valeur guide de la politique étrangère américaine."<sup>53</sup> "

Dans un sens vicieux, il a raison: dans la mesure exacte où l'autodétermination nous guidait dans le passé - à l'époque du Nicaragua et de Cuba, du Guatemala et de l'Iran, du

---

<sup>52</sup> Pour des détails, voir *The Political Economy of Human Rights*, vol. 2 p. 288-289; pour le Laos *Towards a new Cold War*, chapitre 5 et 6. A.J. Langguth, ex responsable du *New York Times* à Saigon (où, du reste il fit des reportages exceptionnels) présente une défense de l'incapacité du *New York Times* à rapporter les bombardements sauvages de la société paysanne du Nord Laos dans son compte-rendu de " The Political Economy of Human Rights " dans la *Nation* (16-2-1981). Il affirme que cette accusation est fautive parce que le *Times* cita effectivement les bombardements de la piste Ho Chi Minh au Sud Laos. Il en conclut que le *Times* a pour commerce de vendre de l'information, et pas de la supprimer. Cependant cet exemple illustre très précisément le véritable engagement du *Times*. Les bombardements du Nord Laos et leur caractère sauvage n'étaient plus mis en doute après les reportages de témoin oculaire du correspondant du *Monde* au Sud Est asiatique Jacques Decornoy, qui avait attiré à maintes reprises l'attention de la rédaction du *Times* et d'autres publications, qui refusèrent également d'imprimer ces faits. Il est parfaitement exact que le *Times* fit mention des bombardements au Sud Laos. Ce dernier fait : une extension de la guerre du Vietnam était tolérable pour le système de la propagande qui partait de l'hypothèse généralement acceptée que l'intervention US au Sud Vietnam était légitime, et dans ce cas les bombardements des pistes de ravitaillement ennemies étaient tout aussi défendables et légitimes. Mais les bombardements du Nord Laos étaient beaucoup plus difficiles à admettre pour le système, puisqu'ils n'avaient - comme le gouvernement l'a reconnu - pas de rapport essentiel avec la guerre au Sud Vietnam (ou au Cambodge) et ils impliquaient la destruction d'une société paysanne sans défense par des moyens extraordinairement brutaux. La différence de traitement dans la presse est très révélatrice.

<sup>53</sup> Réimprimé dans *Boston Globe*, " 13-3-1977.

Vietnam, du Laos et du Cambodge, de la République Dominicaine et du Chili -, tout comme les droits de l'homme nous guideront demain. Le fait que de tels sentiments puissent être sérieusement exprimés, et salués avec respect, est en soi une indication remarquable de la dégénérescence intellectuelle et morale qui accompagne le triomphe d'un impressionnant système de propagande.

Il y a beaucoup à dire sur ces résultats et je n'ai même pas parlé des analogies en Amérique, qui sont certes nécessaires pour compléter le récit. Mais je pense qu'il est juste d'indiquer que le clergé séculier, en s'appuyant sur la méthode du prétendu désaccord si caractéristique des systèmes de propagande démocratique, a très largement réussi en quelques années à détruire les archives historiques et à les remplacer par une histoire beaucoup plus réconfortante. Une histoire qui fait passer la responsabilité morale de l'agression américaine sur ses victimes, qui réduit les " leçons " de la guerre aux catégories socialement neutres de l'erreur, de l'ignorance, et des dépenses, et qui reconstruit une doctrine adaptée de mission civilisatrice de l'Occident, avec l'Amérique à sa tête.

Pour pleinement apprécier la portée de ces résultats, nous pouvons faire une " *Gedankenexperiment* " [scénario, simulation] d'après les grandes lignes qui nous sont suggérées. Imaginons que la seconde guerre mondiale se soit terminée par un équilibre des forces, avec les nazis hors de France et des Pays Bas, mais restant une puissance mondiale forte, intacte au milieu des ruines. Imaginons qu'une couche d'intellectuels dissidents soient apparus pour critiquer Hitler à cause de ses erreurs en tentant de mener une guerre sur deux fronts, en détruisant une source de main d'œuvre valable avec les camps de la mort et en réagissant trop brutalement aux intolérables obligations imposées à l'Allemagne à Versailles, etc. Comment s'y seraient ils pris pour réinterpréter la politique d'alors ? Peut être comme ceci

Ils auraient d'abord expliqué la nécessité historique que le pouvoir allemand soit rétabli, en invoquant sans doute la théorie de Martin Heidegger sur l'Allemagne qui seule peut défendre les valeurs classiques de la civilisation humaniste contre les Barbares de l'Est et de l'Ouest, sans parler des hordes d'Asie et d'Afrique. Ils auraient pu ensuite aborder la situation où " l'Europe occupée " se trouverait : à savoir la France, calme et pacifique jusqu'à l'invasion anglo-américaine de 1944 facilitée par les terroristes communistes dans le pays ; et maintenant sous l'occupation américaine, rappelons que Eisenhower avait " l'autorité suprême " et " *décidait en dernier ressort où, quand et comment l'administration civile [...] serait exercée par des citoyens français* ", selon un ordre de Roosevelt avec l'assentiment de Churchill <sup>54</sup>. Ils auraient remarqué avec horreur qu'avant et pendant cette occupation, les terroristes de la résistance avaient massacré énormément de collaborateurs, au minimum de trente à quarante mille crimes en quelques mois, selon le jugement de l'historien français de la résistance Robert Aron, se fondant sur des analyses détaillées de la gendarmerie, et pas moins de 7 millions de tués, d'après les études fouillées de Pleyber-Grand Jean, qu'Aron qualifie de " victimes de la Libération " <sup>55</sup>. Effarés par ces monstrueux événements, les dissidents allemands auraient pu émettre un jugement à l'instar de celui du directeur de *New Republic* qui expliquait récemment (11 juin 1977) que " *l'effondrement américain (en Indochine) sera lu dans l'Histoire comme un des pires crimes de la nation* " : ce n'est pas ce que les Etats-Unis ont fait qui est criminel, mais leur échec en ne continuant pas. En comparaison, l'échec nazi de résistance à l'invasion anglo-américaine (une invasion étrangère,

<sup>54</sup> Voir John Erman *History of the second World War, Grand Strategy*, vol. 5, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1956.

<sup>55</sup> Robert Aron *France Reborn : the history of the Liberation*, New York, Scribner's, 1964. Pour une plus ample discussion, voir *The Economy of Human Rights*, vol 2, chapitre 2.

et non un soulèvement général de l'intérieur)<sup>56</sup> sera considéré dans l'Histoire comme le pire des crimes, comme en témoignent les millions de victimes sans défense. Nous pouvons supposer que l'histoire des “ 7 millions de victimes ” aurait été adoptée dans les zones d'influence nazie. En continuant le raisonnement, ces stratèges auraient vu avec effroi les terribles souffrances des peuples de France et d'Angleterre, sans parler de la Russie, pendant le dur hiver de 1946-47, et la stagnation de la production alors que les Etats-Unis se refusaient même à octroyer un prêt si ce n'est à des conditions réduisant la Grande Bretagne à être vassale de l'Amérique. Les atrocités massives en Grèce contrôlaient par les conquérants auraient provoqué chez ces intellectuels une rage impuissante. Peut-être, en tant qu'individus moraux, auraient-ils protesté contre la reconstitution annuelle des événements d'Auschwitz, tout comme certains Américains critiquent mollement la reconstitution annuelle du bombardement d'Hiroshima, par le pilote d'Eola Gay, par exemple, en octobre 1977 lors d'une représentation aérienne au Texas, devant vingt mille spectateurs admiratifs<sup>57</sup>.

Ce dont nous avons été témoins aux Etats-Unis et en Occident en général ces quelques dernières années est dans une certaine mesure une sinistre parodie, dans le monde réel, de ce cauchemar inventé. Cela a eu lieu sans soulever beaucoup de protestations, encore une preuve de l'efficacité des institutions de propagande et de l'idéologie et de l'engagement notable de vastes secteurs de l'intelligentsia au profit du pouvoir établi, même si occasionnellement elle en combat les excès<sup>58</sup>.

J'ai déjà mentionné que les groupes dirigeants du premier monde<sup>59</sup> du capitalisme industriel demandaient un système de croyances pour justifier leur domination. Le conflit “ Nord-Sud ” ne subsistera pas et de nouvelles formes de dépendances seront inventées pour garantir que les secteurs privilégiés de la société industrielle occidentale maintiennent leur contrôle substantiel sur les ressources globales, en hommes et en matériel, et tirent bénéfice de façon disproportionnée de ce contrôle. Il n'est alors pas surprenant que la reconstitution de l'idéologie aux Etats-Unis trouve des échos dans tout le monde industriel, et parfois dans des endroits étonnants ; Pour ne citer qu'un exemple mineur, Martin Woollacott, le correspondant exceptionnel à l'étranger du *Manchester Guardian*, exprime sa consternation et sa stupeur de ce que les marxistes cambodgiens qui avaient étudié à Paris n'aient jamais acquis “ les

---

<sup>56</sup> Robert Paxton, dans une étude de la France de Vichy, conclut qu'il y eut probablement à peu près “ autant de Français qui participaient en 1943-44 à la répression du “ désordre ” qu'il y en eut dans la résistance active. ” Auparavant, Vichy avait vivement cherché à devenir membre de la création de l'Ordre Nouveau de Hitler, bien qu'ayant été continuellement repoussé (Paxton remarque que “ Vichy était plus la création d'experts et de professionnels que de tout autre groupe social, et juger Vichy, c'est juger les élites françaises”). Il estime que la Résistance à son apogée “ du moins comme cela fut reconnu officiellement après la guerre”, impliquait environ 2 % de la population adulte française, et que sans doute 10 % acceptaient de lire des publications de la Résistance. Les nazis étaient contents du refus français de faire de la résistance. Par exemple, après l'échec du débarquement canadien à Dieppe, l'Allemagne libéra tous les citoyens de Dieppe qui étaient prisonniers dans des camps de soldats “ en reconnaissance du non soulèvement de la ville en faveur des Canadiens”. Il est indubitable que la presse nazie exulta avec cette démonstration du manque d'appui populaire à la “ France Libre ” de De Gaulle, simple marionnette des agresseurs anglo-américains. Le lecteur peut trouver d'autres analogies, Robert Paxton *Vichy France*, New York, Knopf, 1972, (trad. française 1983, NDT).

<sup>57</sup> *Boston Globe*, 19-10-1977. Le Japon avait condamné cette reconstitution comme étant de mauvais goût et offensante pour le peuple japonais”, l'année précédente, mais sans résultat.

<sup>58</sup> Pour une discussion plus approfondie, voir *The Political Economy of Human Rights*.

<sup>59</sup> “Le premier monde” est le monde du capitalisme industriel (fondamentalement l'OCDE et les autres) ; le deuxième, celui du bloc soviétique. Le tiers monde est le reste. (Note de Chomsky pour l'édition de 1983).

sentiments humains essentiels de la vie et de la pensée françaises<sup>60</sup> ». Je n'ai pas besoin de discuter la façon dont ces “ sentiments humains ” se sont exprimés dans l'Indochine sous domination française. Ceux qui s'y intéressent peuvent se reporter à une étude captivante de Ngo Vinh Long<sup>61</sup>. Et il n'est nul besoin de parler des sentiments humains de l'impérialisme occidental ailleurs, ou de ceux de la civilisation européenne elle-même, qui ont atteint leur point culminant dans deux carnages massifs. J'ai déjà cité les sentiments humains régnant à Paris lorsque ces marxistes cambodgiens y étudiaient, quand la seconde guerre mondiale prit fin de façon sanglante. Et j'aurais pu décrire ces sentiments humains quelques années auparavant lorsque les autorités françaises rameutaient les juifs pour les envoyer dans les camps de la mort<sup>62</sup>. Mais c'est une condition essentielle du système de l'idéologie occidentale

<sup>60</sup> Martin Woollacott *Manchester Guardian Weekly*, 18-9-1977 ; extraits dans le *Boston Globe*, 2-10-1977.

<sup>61</sup> Ngo Vinh Long *Before the Revolution : the Vietnamese under the French*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1973 ; voir également du même auteur *Peasant Revolutionary Struggles in Vietnam in the 1930's*, Harvard University, dissertation de philosophie (mai 1978). Pour les “ sentiments humains au Cambodge, voir par exemple les commentaires de Milton Osborne *Before Kampuchea : preludes to tragedy*, Londres, Allen & Unwin, 1979: “ d'une façon qui, je pense, dépasse les attitudes adoptées par les Britanniques aux Indes ou en Malaisie, pour ne prendre que deux exemples “ anglo-saxons ” ; les Français considéraient qu'ils ne dominaient pas seulement mais qu'ils possédaient l'Indochine. C'était leur bien à eux et cela leur permettait d'avoir la vision perspicace que leur présence comme colonisateurs était essentiellement pour leur profit. [...] A la fin du XIX siècle et au début du XX°, les fonctionnaires français avaient jugé bon de poursuivre la politique qui selon eux entraînerait l'extinction de l'identité nationale cambodgienne, étant donné l'immigration vietnamienne au Cambodge. Cette même tournure d'esprit permettait aux observateurs français - férus de la pensée cartésienne et connaisseurs supposés de la civilisation d'Angkor - d'abandonner les Cambodgiens en tant que force sur laquelle on pouvait compter, aux termes d'une histoire qui les avait conduits à se sentir esclaves. ” Les documents de la domination française reflètent de façon exacte cette vision sur leurs victimes. Pour un point de vue intéressant sur les attitudes françaises racistes vis à vis des “ insupportables Annamites ”, en particulier du délégué de De Gaulle Jean Sainteny, la période du début de l'après-guerre, voir Archimedes L.A. Patti *Why Viet Nam ? Prelude to America's Albatross*, Berkeley University of California Press, 1980.

<sup>62</sup> Selon Paxton, *o.c.*, Louis Darquier de Pellepoix, sans doute l'antisémite le plus virulent de l'entre-deux-guerres, fut nommé Commissaire aux Affaires Juives de 1942 à 1944. Entre temps, le président Roosevelt approuva les accords du général Eisenhower avec l'amiral Jean Darlan, qui eurent lieu à Alger au moment de l'invasion américaine de l'Afrique du Nord, pour aboutir à la reconnaissance de Darlan comme chef du gouvernement français d'Afrique du Nord.

Stephen Ambrose remarque que “ *Darlan était farouchement anti britannique, auteur des lois antisémites de Vichy et collaborateur de bon gré. [...] Le résultat fut que dans sa première entreprise de politique étrangère pendant la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis donnèrent leur appui à un homme qui soutenait tout ce que Roosevelt et Churchill avaient condamné dans la Charte atlantique. Tout comme Goering ou Goebbels, Darlan était l'antithèse des principes pour lesquels les alliés affirmaient lutter. [...] (Dans l'Afrique du Nord française après la “ libération ”) les Juifs étaient encore persécutés et ne pouvaient exercer leurs professions, aller à l'école ou avoir des biens; les Arabes continuaient à être battus et exploités, les généraux français qui avaient coopéré avec les nazis et qui avaient combattu les Américains vivaient de façon splendide au milieu de la misère qui les entourait.* ” Stephen E. Ambrose *Rise to Globalism*, vol. 8 de “Pelican History of the United States (Baltimore, Penguin, 1971).

C'était, soit dit en passant, typique de la conduite des forces conquérantes anglo-américaines lorsqu'elles le considéraient nécessaire pour rétablir l'ordre social désiré et détruire les forces populaires qui avaient résisté au fascisme. Par exemple, en Italie, les Etats-Unis rétablirent immédiatement le régime fasciste en 1943. En Grèce, les Britanniques envahirent le pays après l'évacuation nazie, et imposèrent la domination des élites royalistes et des collaborateurs nazis, et commencèrent une “terreur blanche” contre la résistance anti-nazis dirigée par les communistes. Cela

d'établir une profonde séparation entre l'Occident civilisé - et son dévouement traditionnel pour la dignité humaine, la liberté et l'autodétermination - et la brutalité barbare de ceux qui pour une raison particulière - peut-être des gènes anormaux - n'arrivent pas à apprécier ce dévouement historique, si bien montré par les guerres américaines en Asie, par exemple.

Il y a plus de vingt ans, une curieuse étude d'économie politique de la politique étrangère américaine a été publiée par un groupe financé par le National Planning Association et la Fondation Woodrow Wilson<sup>63</sup>. Il y était très justement indiqué que la menace principale du communisme est la transformation économique du pouvoir communiste “ d'une façon qui limite sa capacité à devenir le complément des économies industrielles de l'Occident. ” C'est la reconnaissance de cette menace qui a inspiré l'intervention contre-révolutionnaire américaine dans le tiers monde, bien que le spectre de l'agression russe ou chinoise en Europe occidentale, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine ait été agité aux yeux du public comme une menace plus acceptable. Le problème demeure et il continuera à entraîner l'opposition occidentale à un développement indépendant, qui est souvent mené sous l'autorité d'un Etat socialiste qui correspond au modèle de bureaucratie rouge, dénoncé par Bakounine. A une époque de pénuries croissantes de matières premières et de compétitivité des ressources, le conflit “ Nord-Sud ” peut provoquer de nouvelles formes d'horreur encore inimaginables. Cependant, ceux qui président à la stagnation de l'économie des sociétés industrielles, incapables d'absorber une classe superflue de travailleurs sans préparation suffisante, préoccupés par l'opposition populaire au terrorisme international qu'ils organisent et appuient, chercheront par tous les moyens à réaliser les propositions des stratèges de la Trilatérale sur le moyen d'imposer la passivité et l'obéissance au profit de ce que l'on nomme “ démocratie ”.

Ceux qui peuvent être inquiets du chômage des intellectuels n'ont pas besoin de s'en faire, je pense. Dans les circonstances que nous connaissons, il va y avoir un besoin considérable et de grandes occasions pour le clergé séculier.

---

fut continué par les Etats-Unis sous l'égide de la doctrine Truman lorsque les Britanniques s'avèrent incapables de poursuivre cette tâche (voir *Towards o. c.*, chapitre 7). La même chose est vraie en Asie, où les Etats-Unis appuyèrent les collaborateurs des Japonais qui avaient déclaré la guerre aux Etats-Unis en Thaïlande. Aux Philippines, les Américains réinstallèrent la domination des collaborateurs des Japonais en les organisant et en les armant pour supprimer les organisations paysannes anti japonaises. En Indochine, les Britanniques furent les premiers à attaquer le mouvement nationaliste qui avait coopéré avec les Etats-Unis pendant la guerre, puis le travail fut repris par les Français, épaulés par les Etats-Unis.

Pour l'Europe et l'Asie, voir Gabriel Kolko *The Politics of War*, New York, Random House, 1968, et Joyce et Gabriel Kolko *The limits of power*, New York, Harper & Row, 1972. Pour la Thaïlande et les Philippines, voir *L'économie politique des Droits de l'homme, o. c.*; et aussi mon livre *L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, Le Seuil, 1969. Pour les Philippines, voir Stephen Roskamm Shalom *The United States and the Philippines : a study of Neo-Colonialism*, Philadelphia, ISHI, 1981. Pour l'Indochine, voir Patti *o.c.*, entre autres sources.

<sup>63</sup> William Y. Elliot, (présentation) *The Political Economy of American Foreign Policy*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1955. Pour une discussion plus à fond de cette étude révélatrice, voir mon *At war with Asia*, New York, Pantheon books, 1970.